

APD / Tenir nos engagements sur l'aide

Ce que l'on entend par là / Notre objectif :

L'Union européenne est le premier bailleur de fonds mondial pour l'aide au développement.

En 2001, l'UE a pris un engagement fort : consacrer 0,7% de sa richesse au développement en 2015. Mais en 2007, elle a tourné le dos à cet engagement, avec une chute brutale de son effort collectif (passé de 0,41 à 0,38%). Avec la crise, les pays de l'UE ont engagé des réductions draconiennes de leurs budgets d'aide au développement pour 2009 (- 50% pour l'Italie, - 10% pour l'Irlande...). Pour nous, l'APD ne doit pas servir de variable d'ajustement.

Les Socialistes se sont investis collectivement pour que la solidarité internationale revienne au cœur des priorités politiques de l'UE. **C'est la première responsabilité de l'UE en matière de solidarité internationale : le respect de la parole donnée.**

Qu'avons-nous obtenu ? / Où en sommes-nous ?

Le groupe socialiste a obtenu un engagement fort du Parlement européen en faveur de l'adoption d'un calendrier contraignant fixant un objectif annuel d'APD de 2009 jusqu'en 2015 pour atteindre l'objectif collectif promis de 0,56 % du RNB en 2010 et de 0.7% en 2015.

Ce qu'a fait la droite / exemples, votes clés :

Deux points essentiels méritent cependant d'être soulignés :

1 - La "schizophrénie" des Parlementaires de la droite européenne de plusieurs Etats membres, qui plaident à Bruxelles pour le respect des engagements sur l'aide ... quand leur gouvernement au pouvoir réduit l'aide de façon de façon draconienne dans leur Etat !

Ceci est particulièrement vrai pour la France, qui fait figure de "mauvais élève" : montants de l'aide en chute libre (une baisse de 16% en termes réels ; la même année, **l'Espagne a accru son aide de près de 34%**), réduction des crédits à l'Afrique, "trucage" indécent des chiffres de l'aide, instrumentalisation du "développement" au service d'une politique migratoire restrictive...

Au lendemain de son élection, Nicolas Sarkozy a fait le choix de renoncer à l'engagement de Jacques Chirac d'atteindre dès 2012 l'objectif des 0,7% du RNB de la France à l'APD

2 - La radicalisation très marquée depuis quelques années d'une grande partie de la droite européenne sur la question des droits et des services de santé sexuelle dans le sillage des décisions réactionnaire et rétrogrades de l'administration Bush (interruption des crédits en la matière, rétablis par Barak Obama comme l'un des actes fondateurs de son mandat).

Deux exemples significatifs de votes de la droite :

- Elle vote en faveur de la spéculation sur les biens alimentaires et condamne les mesures prises les pays en développement pour maintenir les ressources alimentaires nécessaires à leur autosuffisance.
- Elle vote contre la résolution sur l'objectif de promotion de la santé maternelle (objectif du millénaire 5)

Ce que nous proposons :

Outre le respect des engagements de l'UE sur l'aide, les Socialistes sont également à la pointe du combat pour améliorer l'efficacité de l'aide :

- fin du "chantage à l'aide", qui autorise l'Europe à reprendre d'une main ce qu'elle donne de l'autre,
- accélération de la réduction et de l'annulation de la dette,
- mise en place de mécanismes de financement novateurs, du type "taxe Tobin" ou taxe éthique.